

Alliance pour la souveraineté alimentaire
Case postale 925
1001 Lausanne
info@souverainete-alimentaire.ch
www.souverainete-alimentaire.ch

Secrétariat Uniterre
Av. du Grammont 9
10007 Lausanne
info@uniterre.ch
www.uniterre.ch

A la presse

Lausanne, le 16 mars 2018

Le Parlement rejette l'initiative « Pour la souveraineté alimentaire – l'agriculture nous concerne toutes et tous ».

Notre initiative a été rejetée au Conseil National à une large majorité: 146 non, 23 oui et 24 abstentions. Au Conseil des Etats seul Robert Cramer (Verts) a voté oui avec 7 abstentions. Malgré les préoccupations grandissantes de la population quant à la qualité et la provenance de ses aliments, ainsi que les signaux donnés par les paysan.ne.s sur la détérioration constante de leur situation par le changement climatique et l'épuisement des ressources naturelles, le Parlement reste fidèle aux recettes du passé.

Le plébiscite de la population pour la sécurité alimentaire en septembre 2017 et les réactions virulentes d'une partie des parlementaires à la politique agricole proposée par M. Schneider Ammann n'ont rien changé à l'attitude de la majorité parlementaire : elle fait la sourde oreille.

Les débats liés au marché, au rôle de l'Etat, aux dimensions sociales et environnementales de l'agriculture ont été intéressants pendant ce processus parlementaire. Malheureusement, à l'heure où se discutent ces sujets en France dans une démarche constructive, avec le projet de loi « *pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire, pour une alimentation saine et durable* » qui vise à instaurer des prix minimaux et des salaires décents en agriculture, il manque en Suisse une volonté politique de changement !

Bien que « *le renforcement de la production locale, la protection des terres cultivables et l'encouragement de l'agriculture sans OGM* » aient été jugés comme importants par la commission qui a traité notre initiative, ces éléments seront noyés sous la pression de la « *vue d'ensemble de la politique agricole* » du Conseil fédéral et seront vite oubliés.

« *Alors que la démocratisation des systèmes alimentaires, ainsi que des prix rémunérateurs et des salaires justes pour les employé.e.s agricoles semblent être tant un impératif moral qu'une volonté populaire, le choix politique semble-t-il se tourne dans la direction opposée. Idem pour les exigences de transparence et de traçabilité voulues par le peuple. Elles n'ont pas été comprises par les Chambres* » dit Pierre-André Tombez.

En faisant le choix du statu quo ou du « *business as usual* » qui s'est révélé nocif depuis maintenant plusieurs décennies (IAASTD, rapports de l'ONU sur le droit à l'alimentation, de la CNUCED, rapports du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale), les Chambres ont manqué l'opportunité d'inscrire la politique agricole et alimentaire nationale dans le 21^{ème} siècle.

Place aux dialogues avec la population

Après ce tour de chauffe parlementaire, nous allons investir toutes nos forces dans les débats de proximité avec la population et les élu.e.s locaux qui sont plus proches des préoccupations citoyennes. Nous nous battons pour que la souveraineté alimentaire soit reconnue et, avec elle, une agriculture paysanne, socialement et écologiquement responsable, capable de faire face aux défis qui nous attendent !

Contacts presse

Pierre-André Tombez, Président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire 079 634 54 87 (F/d)

Ulrike Minkner, Vice-Présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire 032 941 29 34 (D/f)

Rudi Berli, Président d'Uniterre Genève 078 707 78 83 (F/D)

Charles-Bernard Bolay, Präsident Uniterre 079 409 14 42 (F)